Chronique bibliographique

Contester, innover, transformer

Chronique autour de deux périodes de mobilisation sociale et politique

Elise Cruzel et Gülçin Erdi Lelandais

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/17468>

DOI : 10.4000/conflits.17468

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2009

Pagination : 187-197

ISBN : 978-2-296-09110-8

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Elise Cruzel et Gülçin Erdi Lelandais, « Contester, innover, transformer », *Cultures & Conflits* [En ligne], 74 | été 2009, mis en ligne le 27 décembre 2009, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/17468> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.17468>

Contester, innover, transformer

Chronique autour de deux périodes de mobilisation sociale et politique

Elise CRUZEL, Gülçin ERDI LELANDAIS

Elise Cruzel est doctorante au Laboratoire des sciences sociales du politique (LaSSP) de Sciences Po Toulouse. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Philippe, porte sur l'engagement dans les comités locaux de l'association ATTAC, en Gironde, Haute-Garonne et Catalogne. Ses travaux s'intéressent à la sociologie de l'engagement et aux modes de participation politique. Contact : elise.cruzel@sciencespo-toulouse.fr

Gülçin Erdi Lelandais, docteure en sociologie de l'EHESS, est chercheuse associée au Centre d'études sur les conflits et au CURAPP. Ses travaux portent sur les mouvements sociaux transnationaux, l'altermondialisme, les nouvelles formes de l'action collective et la Turquie dans son environnement social, politique et culturel. Contact : gulcin.lelandais@yahoo.fr

Sommier I., *La Violence révolutionnaire*, Paris, Sciences Po Editions, 2008, 164 p.

Sommier I., Fillieule O., Agrikoliansky E., *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, Paris, Karthala, 2008, 293 p.

Au moment où les débats sur mai 1968 sont encore d'actualité, deux ouvrages, *La Violence révolutionnaire* et *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, ajoutent leur pierre à l'édifice de l'étude des formes d'action collective postérieures à 1968 et revendiquent une inscription dans le sillage de cette période. La lecture croisée de ces deux ouvrages nous invite à mettre en perspective deux périodes de contestation distantes d'une trentaine d'année, mais dont les revendications sont étonnamment similaires malgré la différence des moyens mis en œuvre pour les atteindre.

Dans *La Violence révolutionnaire*, Isabelle Sommier dévoile le moment et les circonstances dans lesquels certains groupes politiques issus de 1968 ont adopté la violence politique. En menant une analyse dans quatre pays (France, Italie, Allemagne, Japon, Etats-Unis) sur des groupes qui choisissent la contestation par les armes, l'auteur questionne au fil des six chapitres les raisons et la justification de ce choix. Elle met en lumière les revendications des années 1970, la propagation des vagues de contestation à un grand nombre de pays dans le monde ainsi que leurs modes d'action et d'organisation. Selon elle, cette période de contestation avec ses propres actions, organisations et discours correspond à un cycle de protestation spécifique laissant sa place par la suite à des contestations plus identitaires à partir des années 1990.

L'ouvrage retrace également les débats théoriques autour de la construction de la violence comme objet légitime de recherche par différentes écoles de pensée ¹ (chapitre 1). Cette discussion théorique est fort utile pour comprendre l'émergence de l'identité collective et les modes d'action des groupes en question, ainsi que le sens, très disputé, accordé par ces groupes aux événements de mai 1968. L'auteur, sans prendre position dans ce débat, nous invite plutôt à comprendre cette période de manière plus objective.

Le second ouvrage, consacré à la *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, est issu d'un projet de recherche collectif. Il rassemble une vingtaine d'auteurs autour de dix contributions qui étudient les différentes formes de contestation altermondialiste dans cinq pays : l'Espagne, l'Italie, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Après une introduction en forme de guide pour une lecture transversale de l'ensemble des chapitres, cinq contributions procèdent à une étude structurale des conditions d'émergence et de développement des mobilisations identifiées comme altermondialistes dans chaque pays considéré. Cinq autres chapitres sont consacrés à l'étude de l'apparition des mouvements globaux en Europe, et aux processus de diffusion des formes et enjeux de ces mobilisations. Un seul chapitre témoigne d'une étude comparative menée dans deux pays (chapitre 8), ce qui semble signifier que la dimension internationale, réelle ou supposée des mobilisations ne conduit pas, paradoxalement, à la réalisation d'enquêtes comparatives entre terrains géographiquement distincts.

Au fil de la lecture on constate plusieurs points de convergence entre les deux livres. Dans les deux cas, la volonté des mouvements étudiés de transformer la société est fortement présente. Dans le premier, la conviction selon laquelle l'usage de la violence peut changer la société est prédominante, alors que c'est la désobéissance civile et la non-violence active à l'échelle internatio-

1. Notamment l'école du comportement collectif, l'école de la mobilisation des ressources et l'école tourainienne autour des travaux de Michel Wieviorka.

nale qui sont privilégiées dans le second, pour atteindre le même objectif. Les deux ouvrages proposent également une étude multinationale sans que cela ne débouche toujours sur une véritable démarche comparative. On se rend compte également à quel point l'altermondialisme se nourrit de l'héritage de l'idéologie marxiste des groupes étudiés dans le premier livre, du moins en Europe ². Plus encore, cette lecture croisée permet d'observer le glissement vers des répertoires d'actions non violentes qui s'opère dans les mouvements contestataires au cours des trente dernières années. La perte de légitimité progressive de la violence politique comme mode d'action laisse la place à la construction, par les protestataires, d'un espace international de revendication, lequel semble plus à même aujourd'hui que par le passé d'homogénéiser les causes. Cette pacification ³, n'évacue pas pour autant la question de la violence au cours d'épisodes altermondialistes internationaux. De la même manière, si ce n'est pas l'objet central de l'ouvrage d'Isabelle Sommier, la question de l'internationalisation des luttes armées y est posée en filigrane. À ce titre, il semble que *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe* soit le fruit de la réflexion d'Isabelle Sommier et ses collègues pour comprendre « comment de telles rencontres sont possibles, quelles sont les propriétés sociales des passeurs, d'où vient leur capacité de conviction ⁴ ».

Cette chronique s'articule donc autour de ces deux clés de lecture en questionnant d'une part le caractère transnational revendiqué par les mobilisations étudiées, d'autre part, en étudiant la construction de la violence comme répertoire d'action et les usages dont ce répertoire est l'objet dans les deux types de contestation.

L'internationalisation de la contestation en débat

Dans *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, les directeurs de l'ouvrage se positionnent explicitement pour un traitement plus objectif du caractère transnational revendiqué par les mobilisations.

Ce qui frappe en premier à la lecture de l'ouvrage, c'est la variété d'appellations des mouvements étudiés d'un pays à l'autre, conduisant les auteurs à parler d'« altermondialismes » au pluriel. En effet, l'usage du singulier renvoie au travail politique des acteurs pour construire un mouvement homogène à travers un discours unifié. L'utilisation du pluriel permet aux auteurs de plai-

2. Par exemple, le Tribunal Russel, créé en 1967 à Stockholm par l'initiative des groupes d'extrême-gauche pour juger symboliquement les Etats-Unis dans la guerre du Vietnam, a été ressuscité par les altermondialistes en 2005 à Istanbul pour rejurer les Etats-Unis pour leur responsabilité dans la guerre en Irak. Voir Lelandais G., « Cosmopolites enracinés ». *La transnationalité et la construction identitaire du mouvement altermondialiste. L'exemple de la Turquie*, thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. de Farhad Khosrokhavar, EHESS, 2006.

3. Della Porta D., Fillieule O., *Police et manifestants*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, pp. 12-13.

4. Sommier I., *op.cit.*, p. 57.

der pour une vigilance épistémologique dans le choix des termes. Or, dans l'ensemble des pays étudiés, ces qualifications constituent des enjeux de lutte et parfois de distinction entre courants ou militants des mouvements observés. On peut donc se demander si l'expression au pluriel « mouvements altermondialistes » permet d'évacuer le problème, en unifiant, sous le terme français, qui est loin de faire l'unanimité, l'ensemble des situations étudiées.

Les monographies établissent la diversité des situations nationales et attestent d'un ancrage national des mouvements avant tout, ainsi que de l'hétérogénéité de leurs composantes : importance du rôle des ONG d'aide au développement en Grande-Bretagne ou des mouvements catholiques pour la paix en Italie par exemple. Les différents chapitres montrent que ces mouvements altermondialistes sont issus des reconfigurations à l'œuvre dans les champs politiques nationaux considérés, depuis les années 1970 et 1980. Ils s'inscrivent dans la filiation des mouvements déjà présents dans chaque configuration et/ou sont le produit d'alliances et d'hybridations entre mouvements. En outre, leur développement est contraint par les situations institutionnelles nationales et notamment l'évolution des rapports entre gauche partisane et mouvements sociaux. Les cas espagnols – post transition démocratique – et allemand – post réunification – en sont des exemples parlants.

En parallèle de ce constat, les auteurs analysent le travail de construction d'une cause altermondialiste homogène, à travers le positionnement à l'international. Celui-ci opère comme un puissant facteur d'homogénéisation de la perception d'un mouvement altermondialiste unifié. Par exemple, l'examen des carrières militantes individuelles (chapitre 8) indique que le recours à l'international est un moyen de se différencier de la politique institutionnelle, ou des organisations nationales. Le label international permet aussi, pour ceux qui le manipulent, de faire exister des revendications, de les rendre plus légitimes ou plus visibles et de valoriser les reconversions d'anciens militants dans la cause altermondialiste (chapitre 3). Par ailleurs, le label international peut également faire l'objet d'usages stratégiques plus ou moins explicites pour imposer certains enjeux et assurer le maintien de l'activité militante par la participation à l'agenda des protestations internationales (chapitre 8 et 9). Ce sont donc à la fois des logiques de concurrence organisationnelles, mais aussi des logiques de maintien des institutions militantes, ou des engagements qui sont à l'œuvre dans la promotion de l'international comme échelle légitime de revendication d'un altermondialisme unifié. L'étude des trajectoires des entrepreneurs de l'international, qui fait défaut ici, mais que projettent les auteurs, permettrait d'identifier les modes de la circulation internationale des appels, des répertoires d'action et des militants eux-mêmes, d'une cause et d'une organisation à l'autre.

Isabelle Sommier, quant à elle, souligne également l'importance du contexte international dans l'orientation des acteurs de la contestation, dans *La Violence révolutionnaire*. Au moment où les actes de protestation étudiants et ouvriers se diffusent à travers le monde, la conviction qu'ont certaines organisations de changer la société s'accroît, et c'est cette conviction qui les inciterait à croire en la possibilité d'une révolution. Dès 1968, des prémices des solidarités transnationales se mettent en place grâce à des mises en contact entre les organisations de différents pays. D'après l'auteur, « *les savoir-faire s'échangent de pays à pays, comme les manifestations...* »⁵. Les revendications sont étonnamment similaires d'un pays à l'autre : l'anti-américanisme, le pacifisme et la contestation du système éducatif destiné à alimenter, aux yeux des militants, le système capitaliste. Pour l'auteur, cette simultanéité s'explique par une dimension générationnelle plus que par simple mimétisme. Ces mêmes revendications, se retrouvent chez les altermondialistes quel que soit le pays, et il n'est pas étonnant d'observer dans la plupart des mouvements la revendication de l'héritage de mai 1968, malgré la différence des moyens employés et la présence d'anciens militants de 1968 dans l'organisation de l'action⁶. Selon les acteurs, « *mai 1968 est d'abord un souffle, une respiration, une libération des carcans où s'entremêlent des transgressions collectives autant que personnelles* »⁷. Sommier ajoute que « *l'anti-autoritarisme qui se déverse contre toutes les institutions [...] est à la base de ce qu'on peut appeler l'esprit originel de 1968 [...]. Il se nourrit de la contre-culture qui exerce des influences variables dans un espace allant de la France, la moins sensible, à son bassin d'origine : les Etats-Unis* »⁸.

Toutefois cette internationalisation doit être relativisée. En effet, comme pour les mouvements altermondialistes contemporains, les contextes nationaux demeurent contraignants pour les mouvements ayant recours à la violence dans l'après 1968 : « *les stratégies violentes découlent moins d'une orientation idéologique que de l'environnement politique propre à chaque pays, qui a en quelque sorte façonné la tonalité générale du mouvement de contestation* »⁹. Ainsi, dans chaque pays étudié par les auteurs, la violence s'est manifestée sous des formes et des actions différentes, en l'absence d'une véritable coordination internationale. Mais ici le fil conducteur de la démonstration est rompu. L'auteur assimile les dimensions anti-impérialistes et transnationales de l'action aux « stratégies violentes », ce qui est source de confusion. En effet, on ne perçoit pas clairement le sens de ce rapprochement. Si la place de la violence demeure, du point de vue des acteurs, le seul instrument d'émancipation pour la classe ouvrière sur le plan international, cela n'est pas pour autant suf-

5. *Ibid.*, p.68.

6. Voir Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, Paris, La Dispute, 2005.

7. Sommier I., *La Violence révolutionnaire*, op. cit., p. 45.

8. *Ibid.*, p. 46.

9. *Ibid.*, p. 96.

faisant pour internationaliser les luttes armées. En effet, excepté le cas de l'Armée rouge japonaise, la transnationalisation de l'action des autres groupes n'est pas suffisamment explicite, quand bien même on parle des débuts des actions organisées à ce niveau. Malgré le discours international de chaque organisation, en termes d'idée, de stratégie et d'action, le travail collectif au niveau transnational n'existe pas. Il s'agit plutôt de coopérations sporadiques quand l'action envisagée dépasse les moyens de chacun, ce qui rejoint les usages de la catégorie du transnational par les altermondialistes aujourd'hui.

La violence politique et ses usages

Dans *La Violence révolutionnaire*, Isabelle Sommier montre que la radicalisation des acteurs politiques est le produit d'un cadrage préalable et n'intervient qu'une fois les bases idéologiques constituées et partagées (internationalisation des protestations, perception d'une action révolutionnaire possible). Ceci dépend bien entendu de la tendance idéologique des acteurs engagés mais aussi d'autres variables : répression, rapport à la révolution, relations inter-organisationnelles et au niveau micro-sociologique, dispositions militantes. Sommier attire l'attention sur le cercle vicieux « provocation – répression – violence » et donne des exemples de répression policière parfois assez violente dans tous les pays où de grandes manifestations étudiantes et ouvrières sont observées. Du coup, pour les organisations et mouvements en question, la répression étatique devient vite une ressource politique, pour emprunter l'idée de Charles Tilly¹⁰, dans la justification de la lutte armée et de l'usage de la violence.

L'ouvrage met également en exergue que le développement de la violence comme forme d'action conduit à la compétition entre différentes fractions de la gauche. Ce processus de provocation entre les groupes joue un rôle décisif sur leur devenir. Chacun est entraîné à prouver sa propre force et son courage sur le terrain de l'action directe. La volonté des groupes de montrer jusqu'où chacun est capable d'aller accroît le degré de la violence employée, y compris à l'intérieur même de ces organisations¹¹. En revanche, des perspectives de changement politique par le biais du Parti communiste en France et la rencontre avec la classe ouvrière « *ont pu faire illusion sur les intentions du sujet révolutionnaire et les vertus de la propagande armée* »¹². Cette nouvelle donne a, par conséquent, encouragé certaines organisations à l'isolement social, à l'aliénation à la société dans laquelle ils vivent. Plus tard, l'isolement de ces militants d'extrême-gauche a accompagné les logiques de la clandestinité. Celle-ci sert notamment pour les organisations européennes à renforcer la centralisa-

10. *Ibid.*, p. 60.

11. L'exemple le plus emblématique est celui de l'Armée rouge japonaise qui s'est engagée dans une spirale de violence interne dont l'objectif était de tester la fidélité et le dévouement de ses membres en 1972.

12. Sommier I., *La Violence révolutionnaire*, op. cit., p. 80.

tion et la hiérarchisation en leur sein. Les organisations américaines et japonaises échappent néanmoins à cette tendance : en raison de leur distance géographique, l'influence des mouvements se déroulant en Europe est moindre. D'après Isabelle Sommier, l'isolement et l'aliénation pousseraient les militants à recourir à des stratégies violentes au sens propre du terme face à une violence symbolique subie de la part du système capitaliste protégé par des gouvernements en place.

De même, au fil des chapitres de *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, la question de la violence dans les événements protestataires apparaît en filigrane dans la plupart des contributions comme un mode d'action marginal, mais dont les conséquences sont majeures pour les mouvements en question. Le recours à la violence par les activistes relève en effet des groupes les plus radicaux et ne constitue pas un répertoire privilégié. Toutefois, celui-ci devient légitime lorsqu'il s'agit de répondre aux violences policières à l'encontre des manifestants, ce qui rejoint le processus « répression - violence » décrit par Sommier. Ainsi les mouvements étudiés revendiquent plutôt l'action non violente, mais le rapport à l'usage de la violence demeure ambigu. Ariane Jossin explique par exemple que les plus jeunes activistes ne condamnent pas ces modes d'actions même s'ils n'y recourent pas eux-mêmes. D'un autre côté, la violence, qu'elle soit le fait des protestataires ou des forces de l'ordre, nourrit la légitimité des mouvements : ainsi en Allemagne, ce sont les violences vécues lors du sommet de Göteborg qui ont attiré les jeunes dans les organisations du mouvement critique de la mondialisation. Par ailleurs, la dénonciation du recours à la violence comme mode d'action par d'autres organisations parties prenantes des mouvements étudiés a des effets importants : en Grande-Bretagne, cela délégitime les franges les plus radicales, tandis qu'ailleurs, cette condamnation les valorise, parce qu'elle est exprimée par la gauche gouvernementale et une partie des organisations altermondialistes (Allemagne). Il faut également noter que la structuration des mobilisations est aussi le produit de l'action des forces de l'ordre lors des contre-sommets. Les Etats anticipent les violences et déploient des dispositifs policiers importants ce qui a déclenché dans plusieurs cas (Gênes, Göteborg, Prague) des répressions spectaculaires. Les auteurs notent d'ailleurs qu'une rationalisation et une uniformisation des modes de gestion des conflits est en cours, avec des effets paradoxaux : d'une part, la médiatisation de la répression policière lors des contre-sommets conduit à alimenter les mouvements en activistes et à homogénéiser « la » cause. D'autre part, cet alignement des modes de maintien de l'ordre contraint les mouvements à réviser les formes protestataires des mobilisations internationales. Aux dispositifs policiers s'ajoute en effet une production réglementaire qui rend difficile voire impossible ce type de protestation (mesures de fermeture des frontières, pouvoir accru en terme de fouille, de fichage et d'arrestation par exemple).

Au terme de cette lecture croisée, il nous paraît utile de souligner, en premier lieu, que les enquêtes à l'origine de *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe* ont été menées dans six pays membres de l'UE. Ce choix, nous semble-t-il, produit des effets de présentation problématiques : cette « Europe des six » autorise-t-elle à parler de « mouvements altermondialistes en Europe » à l'heure où l'UE compte vingt-sept membres ? Il ne s'agit pas de plaider pour que la recherche reprenne à son compte, et sans discuter leur pertinence sur le plan scientifique, les découpages géographiques et institutionnels produits par l'Union européenne elle-même. Néanmoins, la question de la présence de mobilisations altermondialistes dans les anciens pays de l'Est et dans les pays candidats à l'entrée dans l'UE se pose, aussi bien que leur présence hors du continent européen. De même, concernant *La Violence révolutionnaire*, si l'effort comparatif est incontestable, il n'en demeure pas moins que les pays étudiés font partie de l'hémisphère nord, industrialisé.

Cela nous amène à une seconde remarque concernant précisément les lieux de mobilisation ¹³. L'ancrage avant tout national des mouvements altermondialistes tout comme l'inexistence de travail politique international entre les groupes pratiquant la lutte armée devrait conduire à reconsidérer la focale internationale comme point de vue pertinent et à resserrer l'analyse vers des espaces plus restreints de mobilisation. D'un autre côté, il semble évident qu'aujourd'hui, les études portant sur des mobilisations à prétention internationale doivent s'étendre à d'autres aires géographiques que celles prises en compte ici. Les contributions au dossier « Altermondialisme(s) oublié(s) » de la revue *Cultures & Conflits* ¹⁴ ouvrent notamment la voie dans ce sens ¹⁵.

Finalement, les auteurs des deux ouvrages contribuent à une connaissance plus fine et plus objective de la réalité des mobilisations considérées. Mais l'intérêt réside peut-être surtout dans les questions que ces ouvrages, de par leur objet et leur méthodologie, ne font qu'effleurer : la question de l'analyse des trajectoires d'engagement des courtiers de l'international ¹⁶ dans les deux types de mobilisation, celle des engagements altermondialistes en dehors des épisodes protestataires internationaux, et enfin les transformations (et/ou les permanences) des usages contemporains de la violence politique demeurent des chantiers ouverts et stimulants. Par ailleurs, le fait que le répertoire violent s'effrite et parfois se délégitime quand celui de la transnationalisation devient majeur et crucial demeure une réalité indéniable à creuser davantage.

13. Auyero J., « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160, décembre 2005, pp. 122-132.

14. « Altermondialisme(s) oublié(s) », *Cultures & Conflits*, n°70, été 2008.

15. Notons que d'autres recherches sur les mobilisations ont auparavant exploré des aires géographiques différentes, comme par exemple : Fillieule O., Bennani-Chraïbi M., *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Science Po, 2003.

16. Dezalay Y., « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°151-152, mars 2004, pp. 5-35.

A la lecture de ces deux livres, on constate finalement que l'évolution de l'étude des mouvements sociaux vers une sociologie globale s'impose davantage tant sur les répertoires d'action que sur la circulation internationale et la transnationalisation. Il devient de plus en plus nécessaire d'intégrer dans l'analyse des processus de déstructuration/restructuration des mobilisations, les logiques planétaires ou transnationales et les logiques internes, nationales, voire locales d'un monde de plus en plus interdépendant ¹⁷.

17 . Wiewiorka M., *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Robert Laffont, 2008.